

# Mission de Gambari en Birmanie : des résultats décevants, face à une junte intraitable

vendredi 28 mars 2008, par [Info-Birmanie](#) (Date de rédaction antérieure : 21 mars 2008).

Le rapporteur spécial des Nations Unies sur la Birmanie, Ibrahim Gambari, a effectué mardi 18 mars son rapport de mission devant le Conseil de Sécurité de l'ONU, suite à sa visite en Birmanie du 6 au 10 mars 2008. Cette visite s'est avérée très décevante puisque aucun des sujets à l'ordre du jour du rapporteur spécial de l'ONU n'a trouvé d'issue favorable dans les discussions avec la junte.

*« Alors que chacune de mes visites précédentes s'était conclue sur des résultats concrets, c'est une déception de constater que cette visite n'a engendré aucune avancée tangible »* déclara M. Gambari à l'issue de sa troisième visite en Birmanie depuis les événements de septembre.

L'un des points clés de sa visite concernait les modalités d'organisation du référendum sur la constitution qui doit se tenir en mai prochain. Beaucoup espéraient que M. Gambari puisse négocier certains amendements, tels que l'envoi d'observateurs indépendants, afin d'offrir à ce scrutin un semblant de crédibilité et de légitimité aux yeux de la communauté internationale.

Ces propositions ont été balayées d'un revers de main par la junte militaire au pouvoir, arguant d'une intrusion étrangère dans la politique intérieure du pays.

De même, M. Gambari n'a pu obtenir aucune avancée probante sur le dossier d'Aung San Suu Kyi, figure clé de l'opposition, maintenue en résidence surveillée depuis 18 ans. La nouvelle constitution prévoit des élections en 2010 mais exclut la participation d'Aung San Suu Kyi, ce qui annihile toute avancée démocratique. Il ne pourra y avoir de réconciliation nationale sans une remise en liberté immédiate d'Aung San Suu Kyi et son implication dans le dialogue politique.

La communauté internationale reste circonspecte devant la manière dont la junte militaire gère cette « feuille de route pour la démocratie ». Alors que le scrutin a lieu dans 8 semaines, la constitution n'a toujours pas été rendue publique, et une loi prévoit des peines d'emprisonnement pour quiconque critiquerait son contenu. La population birmane est soumise à de fortes pressions de la part des autorités pour voter en faveur de la constitution. Enfin, ce texte n'assure guère de transition démocratique puisqu'un quart des sièges parlementaires seront réservés aux militaires et que ces derniers pourront reprendre le pouvoir à tout moment grâce à un droit de veto et à la possibilité de déclarer sans préavis l'état d'urgence.

Info Birmanie appelle la communauté internationale à maintenir la pression sur le régime birman afin que celui-ci accepte la supervision du scrutin des observateurs internationaux indépendants. Il s'agira d'un préalable indispensable à la prise en considération de ce scrutin par la communauté internationale.

Info Birmanie

74, rue Notre Dame des Champs

75006 PARIS

Tel : 01.46.33.41.62